

Séance ordinaire du 9 février 2004

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce neuvième jour du mois de février deux mille quatre, à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

---

## **CV-2004-00-55**

### **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 9 février 2004, tel que modifié par le retrait des affaires suivantes :

« 14. Demande de prolongation de délai pour la révision des schémas d'aménagement des ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière et de Desjardins au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

[Réf. : PLA-2004-002](#)

63. Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (bâtiments demi-cylindriques et matériaux de revêtement extérieur)

[Réf. : AGT-GER-2004-022](#)

69. Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de construction numéro 593 remplaçant le Règlement 292 et ses amendements numéros 318, 332, 391 et 475 de l'ex-Municipalité de Pintendre (bâtiments demi-cylindriques et matériaux de revêtement extérieur)

[Réf. : AGT-GER-2004-024](#) »

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-56**

### **Période de questions**

Environ 60 personnes assistent à la séance. Quelques personnes posent des questions et émettent des commentaires.

Un citoyen dépose un document concernant une réclamation à l'encontre de la Ville.

---

## **CV-2004-00-57**

## **Proclamation de la semaine du scoutisme**

Attendu que le mouvement scout du Québec est une excellente école de formation pour les jeunes ;

Attendu que les jeunes et les adultes engagés dans le scoutisme contribuent par leur engagement et leur dévouement à enrichir la communauté lévisienne ;

Attendu que les groupes scouts sont des partenaires de la Ville dans le cadre de l'organisation de la vie communautaire sur le territoire et de la mise en œuvre de la politique familiale de la Ville ;

Attendu que la semaine du scoutisme est une occasion de reconnaître l'engagement et l'apport des bénévoles engagés au sein du mouvement scout ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-91 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De proclamer la semaine du 22 au 29 février 2004 « Semaine du scoutisme » et d'inviter la population à participer aux différentes activités qui se dérouleront dans chacun des secteurs de la Ville pour souligner l'événement.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-58**

### **Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville du 19 janvier 2004**

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la ville tenue le 19 janvier 2004.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-59**

### **Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 12, 19 et 26 janvier 2004**

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif tenues les 12, 19 et 26 janvier 2004 est déposé.

---

## **CV-2004-00-60**

### **Désignation d'un membre du Conseil de la Ville à la Conférence régionale des élus**

Attendu la création de la Conférence régionale des élus par la *Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche* (2003, chapitre 29) ;

Attendu que cette loi prévoit que la Ville délègue un membre du Conseil de la Ville au conseil d'administration de la Conférence, le Maire y étant désigné par la loi ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De désigner le membre du Conseil de la Ville Pierre Brochu à titre de représentant de la Ville au conseil d'administration de la Conférence régionale des élus.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-61**

### **Création de la commission consultative « Femmes et Ville »**

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De former la Commission consultative « Femmes et Ville » désignée dans la présente résolution sous le nom de « Commission ».

### **Mandat**

La Commission consulte, étudie et formule des recommandations au Conseil de la Ville sur les sujets suivants:

- les orientations et les politiques concernant le mieux-être des femmes sur le territoire de la Ville de Lévis;
- les moyens nécessaires pour s'enquérir des besoins des femmes;
- les solutions proposées pour répondre aux besoins des femmes;
- la diffusion de l'information concernant les services offerts aux femmes;
- tout autre dossier qui pourrait lui être confié par le Conseil et par le Comité exécutif.

### **Composition**

La Commission se compose des membres suivants :

- 4 membres du Conseil nommés par le Conseil de la Ville;
- le maire est membre d'office de la Commission.

### **Présidence**

Le président et le vice-président sont nommés par le Conseil de la Ville, sur recommandation du maire.

Le vice-président remplace le président en son absence.

### **Secrétaire**

Un fonctionnaire nommé par le Conseil de la Ville agit à titre de secrétaire de la Commission. Il prépare les ordres du jour, donne les avis de convocation des séances, rédige les rapports et s'acquitte de la correspondance. En cas d'absence du secrétaire à la séance, le Directeur général ou en son absence le Directeur général adjoint désigne un fonctionnaire pour agir à titre de secrétaire.

### **Remplacement et vacance**

Le Conseil de la Ville peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre de la Commission. Si une vacance survient au sein de la Commission, le Conseil de la Ville nomme un nouveau membre.

### **Séance de la Commission**

La Commission se réunit au besoin et aussi souvent qu'elle le désire.

Les séances sont convoquées par le président de la Commission. L'avis de convocation de la séance incluant un ordre du jour des questions débattues doit être transmis à chaque membre au moins quarante-huit heures avant l'heure de ladite séance, sauf urgence. Dans les mêmes délais, une copie de cet avis doit également être transmise au Directeur général et au Directeur de la vie communautaire.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans sa transmission ou sa non réception par un membre n'affectent pas la validité des délibérations lors d'une séance.

### **Quorum**

Le quorum des séances de la Commission est fixé à trois membres incluant la présence du président ou du vice-président.

### **Recommandation**

Toute recommandation doit être motivée et adoptée à la majorité des voix exprimées des membres présents, sans mentionner le nom des personnes qui proposent et secondent.

### **Huis clos**

Les délibérations de la Commission se tiennent à huis clos.

### **Audition**

Toute personne peut être entendue concernant une question relative à un dossier à l'étude, si le président de la Commission le juge à propos.

### **Transmission du rapport**

Le rapport des séances de la Commission, dûment signé par le président et le secrétaire, est transmis dans les meilleurs délais au Comité exécutif qui assure le suivi au Conseil de la Ville selon le règlement intérieur de la Ville CV-001-02 et au Directeur de la vie communautaire.

### **Règles de régie interne**

La Commission a le pouvoir d'adopter des règles de régie interne qui ne sont pas prévues à la présente résolution.

### **Confidentialité des informations**

Sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2), toutes les informations portées à la connaissance de la Commission sont confidentielles.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy-Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le Maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier

Adoptée à la majorité

---

## **CV-2004-00-62**

### **Désignation de membres du Conseil de la Ville et d'un secrétaire à la Commission consultative « Femmes et Ville »**

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De désigner les membres du Conseil de la Ville suivants à titre de membres de la Commission consultative « Femmes et Ville » :

Anne Ladouceur, présidente ;  
Pierre Brochu, vice-président ;  
Lise Brochu-Asselin, membre ;  
Isabelle Demers, membre ;

et de désigner Nathalie Labrecque à titre de secrétaire de cette commission.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy-Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le Maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

## **CV-2004-00-63**

### **Création de la commission consultative « Personnes vivant avec un handicap et Ville»**

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De former la Commission consultative « Personnes vivant avec un handicap et Ville » désignée dans la présente résolution sous le nom de « Commission ».

### **Mandat**

La Commission consulte, étudie et formule des recommandations au Conseil de la Ville sur les sujets suivants:

- les orientations et les politiques concernant le mieux-être des personnes vivant avec un handicap sur le territoire de la Ville de Lévis;
- les moyens nécessaires pour s'enquérir des besoins des personnes vivant avec un handicap;
- les solutions proposées pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap;
- la diffusion de l'information concernant les services offerts aux personnes vivant avec un handicap;
- tout autre dossier qui pourrait lui être confié par le Conseil et par le Comité exécutif.

### **Composition**

La Commission se compose des membres suivants :

- 3 membres du Conseil nommés par le Conseil de la Ville;
- le maire est membre d'office de la Commission.

### **Présidence**

Le président et le vice-président sont nommés par le Conseil de la Ville, sur recommandation du maire.

Le vice-président remplace le président en son absence.

### **Secrétaire**

Un fonctionnaire nommé par le Conseil de la Ville agit à titre de secrétaire de la Commission. Il prépare les ordres du jour, donne les avis de convocation des séances, rédige les rapports et s'acquitte de la correspondance. En cas d'absence du secrétaire à la séance, le Directeur général ou en son absence le Directeur général adjoint désigne un fonctionnaire pour agir à titre de secrétaire.

### **Remplacement et vacance**

Le Conseil de la Ville peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre de la Commission. Si une vacance survient au sein de la Commission, le Conseil de la Ville nomme un nouveau membre.

### **Séance de la Commission**

La Commission se réunit au besoin et aussi souvent qu'elle le désire.

Les séances sont convoquées par le président de la Commission. L'avis de convocation de la séance incluant un ordre du jour des questions débattues doit être transmis à chaque membre au moins quarante-huit heures avant l'heure de ladite séance, sauf urgence. Dans les mêmes délais, une copie de cet avis doit également être transmise au Directeur général et au Directeur de la vie communautaire.

Les irrégularités dans l’avis de convocation ou dans sa transmission ou sa non réception par un membre n’affectent pas la validité des délibérations lors d’une séance.

### **Quorum**

Le quorum des séances de la Commission est fixé à trois membres incluant la présence du président ou du vice-président.

### **Recommandation**

Toute recommandation doit être motivée et adoptée à la majorité des voix exprimées des membres présents, sans mentionner le nom des personnes qui proposent et secondent.

### **Huis clos**

Les délibérations de la Commission se tiennent à huis clos.

### **Audition**

Toute personne peut être entendue concernant une question relative à un dossier à l’étude, si le président de la Commission le juge à propos.

### **Transmission du rapport**

Le rapport des séances de la Commission, dûment signé par le président et le secrétaire, est transmis dans les meilleurs délais au Comité exécutif qui assure le suivi au Conseil de la Ville selon le règlement intérieur de la Ville CV-001-02 et au Directeur de la vie communautaire.

### **Règles de régie interne**

La Commission a le pouvoir d’adopter des règles de régie interne qui ne sont pas prévues à la présente résolution.

### **Confidentialité des informations**

Sous réserve de la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2) toutes les informations portées à la connaissance de la Commission sont confidentielles.

## **Proposition d’amendement**

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De modifier la proposition principale en remplaçant à l’alinéa **Quorum**, le mot « trois » par le mot « deux ».

Adoptée à l’unanimité

## **Proposition principale amendée**

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De former la Commission consultative « Personnes vivant avec un handicap et Ville » désignée dans la présente résolution sous le nom de « Commission ».

### **Mandat**

La Commission consulte, étudie et formule des recommandations au Conseil de la Ville sur les sujets suivants:

- les orientations et les politiques concernant le mieux-être des personnes vivant avec un handicap sur le territoire de la Ville de Lévis;
- les moyens nécessaires pour s'enquérir des besoins des personnes vivant avec un handicap;
- les solutions proposées pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap;
- la diffusion de l'information concernant les services offerts aux personnes vivant avec un handicap;
- tout autre dossier qui pourrait lui être confié par le Conseil et par le Comité exécutif.

### **Composition**

La Commission se compose des membres suivants :

- 3 membres du Conseil nommés par le Conseil de la Ville;
- le maire est membre d'office de la Commission.

### **Présidence**

Le président et le vice-président sont nommés par le Conseil de la Ville, sur recommandation du maire.

Le vice-président remplace le président en son absence.

### **Secrétaire**

Un fonctionnaire nommé par le Conseil de la Ville agit à titre de secrétaire de la Commission. Il prépare les ordres du jour, donne les avis de convocation des séances, rédige les rapports et s'acquitte de la correspondance. En cas d'absence du secrétaire à la séance, le Directeur général ou en son absence le Directeur général adjoint désigne un fonctionnaire pour agir à titre de secrétaire.

### **Remplacement et vacance**

Le Conseil de la Ville peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre de la Commission. Si une vacance survient au sein de la Commission, le Conseil de la Ville nomme un nouveau membre.

### **Séance de la Commission**

La Commission se réunit au besoin et aussi souvent qu'elle le désire.

Les séances sont convoquées par le président de la Commission. L'avis de convocation de la séance incluant un ordre du jour des questions débattues doit être transmis à chaque membre au moins quarante-huit heures avant l'heure de ladite séance, sauf urgence. Dans les mêmes délais, une copie de cet avis doit également être transmise au Directeur général et au Directeur de la vie communautaire.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans sa transmission ou sa non réception par un membre n'affectent pas la validité des délibérations lors d'une séance.



### **Quorum**

Le quorum des séances de la Commission est fixé à deux membres incluant la présence du président ou du vice-président.

### **Recommandation**

Toute recommandation doit être motivée et adoptée à la majorité des voix exprimées des membres présents, sans mentionner le nom des personnes qui proposent et secondent.

### **Huis clos**

Les délibérations de la Commission se tiennent à huis clos.

### **Audition**

Toute personne peut être entendue concernant une question relative à un dossier à l'étude, si le président de la Commission le juge à propos.

### **Transmission du rapport**

Le rapport des séances de la Commission, dûment signé par le président et le secrétaire, est transmis dans les meilleurs délais au Comité exécutif qui assure le suivi au Conseil de la Ville selon le règlement intérieur de la Ville CV-001-02 et au Directeur de la vie communautaire.

### **Règles de régie interne**

La Commission a le pouvoir d'adopter des règles de régie interne qui ne sont pas prévues à la présente résolution.

### **Confidentialité des informations**

Sous réserve de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2), toutes les informations portées à la connaissance de la Commission sont confidentielles.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

**CV-2004-00-64**

### **Désignation de membres du Conseil de la Ville et d'un secrétaire à la Commission consultative « Personnes vivant avec un handicap et Ville »**

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De désigner les membres du Conseil de la Ville suivants à titre de membre de la Commission consultative « Personnes vivant avec un handicap et Ville » :

Anne Ladouceur, présidente ;  
Jeannot Demers, vice-président ;  
Danielle Roy Marinelli, membre ;

et de désigner Janine Dumont à titre de secrétaire de cette commission.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

#### **CV-2004-00-65**

##### **Prêt de la salle du conseil à l'école secondaire L'Aubier dans le cadre du programme Citoyens du monde**

[Réf. : DG-2004-003](#)

Attendu qu'une demande a été adressée à la Ville à l'effet d'utiliser la salle du Conseil pour y tenir un débat politique dans le cadre du programme Citoyens du monde offert à l'école secondaire L'Aubier (secteur Saint-Romuald);

Attendu que la Ville désire soutenir ce projet des jeunes du milieu ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-75 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De prêter gracieusement la salle du conseil à l'école secondaire L'Aubier dans le cadre du programme Citoyens du monde les 26 février et 11 mars prochain, pour la tenue de ses activités.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-66**

##### **Financement de la dépense relative à la fourniture des mobiliers et équipements à la Direction du développement économique**

[Réf. : DEC-2004-008](#)

Attendu qu'une partie du personnel de la Direction du développement économique occupe une aire commune de travail où les espaces sont peu adaptés à leurs besoins fonctionnels ;

Attendu la nécessité d'y aménager des postes de travail adaptés aux besoins et munis du mobilier et de l'équipement requis ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-98 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

Pour financer la dépense relative à la fourniture des mobiliers et équipements dans le cadre du projet de réaménagement des bureaux à la Direction du développement économique au coût de 20 808,73 \$, taxes incluses, tel que décrit en annexe à la fiche de prise de décision DEC-2004-008, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de trois ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2005.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-67**

### **Subvention au Comité de restauration de la rivière Etchemin**

[Réf. : PLA-2004-001](#)

Attendu que le Comité de restauration de la rivière Etchemin a élaboré un plan d'action visant notamment le reboisement, l'aménagement des berges, le développement d'activités récréotouristiques et la mise en valeur de la rivière Etchemin ;

Attendu que la mise en œuvre de ce plan d'action nécessite une aide financière et qu'une campagne de levée de fonds est en cours à cet effet ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-65 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De verser une subvention annuelle de 7 000 \$ au Comité de restauration de la rivière Etchemin pour la réalisation du plan d'actions de cet organisme voué à la protection et à la mise en valeur de la rivière Etchemin et ce, pour les années 2004, 2005 et 2006.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-68**

### **Modifications au Programme Rénovation-Québec, volet « conservation du patrimoine bâti »**

[Réf. : AGT-GEP-2004-005](#)

Attendu que l'aide gouvernementale consentie dans le cadre de la phase VI du volet « conservation du patrimoine bâti » du programme de revitalisation des vieux quartiers vise la restauration résidentielle dans les zones patrimoniales de la Ville ;

Attendu que cette aide financière fait partie de la programmation 2002-2003-2004 de la Société d'habitation du Québec qui prendra fin le 31 mars 2004 ;

Attendu qu'il y a lieu dans les circonstances de soumettre une demande au ministre de la Culture et des Communications et de la Société d'habitation du Québec pour modifier la nature du projet soumis et d'en prolonger le délai de réalisation ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-61 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De demander au ministère de la Culture et des Communications et à la Société d'habitation du Québec de modifier la nature du projet soumis dans le cadre du volet « conservation du patrimoine bâti » du programme de revitalisation des vieux quartiers, afin de restaurer les bâtiments patrimoniaux municipaux, de prolonger la date d'engagement de ce projet jusqu'au 31 mars 2005 et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-69**

**Acquisition d'une partie de la rue du Périgord (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) et du lot 422-168 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-013](#)

Attendu que le promoteur Développements l'Essor inc. a complété les travaux d'infrastructures sur la rue du Périgord (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-48 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'acquérir à titre gratuit les lots 422-16 et 422-168 du cadastre de la paroisse Saint-Étienne-de-Lauzon et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ces lots, tels que montrés au plan de Roger Arsenault, arpenteur-géomètre, minute 11 586 et ce, conditionnellement à leur acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-70**

**Acquisition d'une partie de la rue Thé-des-Bois (secteur Saint-Nicolas) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-014](#)

Attendu que le promoteur Gestion J. Paquet inc. a complété les travaux d'infrastructures sur la rue Thé-des-Bois (secteur Saint-Nicolas) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-44 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'acquérir à titre gratuit les lots 2 952 438 et 2 952 445 du cadastre du Québec et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ces lots, tels que montrés au plan d'Alain Gosselin, arpenteur-géomètre, minute 7 497 et ce, conditionnellement à leur acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-71**

**Acquisition d'une partie de la rue Phénix (secteur Saint-Jean-Chrysostome) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-018](#)

Attendu que le promoteur Gestion Jacques Cantin inc. a complété les travaux d'infrastructures sur une partie de la rue Phénix (secteur Saint-Jean-Chrysostome) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-45 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'acquérir à titre gratuit le lot 203-40 du cadastre de la paroisse Saint-Jean-Chrysostome et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ce lot, tel que montré au plan de Roger Arsenault, arpenteur-géomètre, minute 11 047 et ce, conditionnellement à son acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-72**

**Acquisition d'une partie des rues Côté et de l'Alsace (secteur Saint-Jean-Chrysostome) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-020](#)

Attendu que le promoteur 9118-0661 Québec inc. a complété les travaux d'infrastructures sur une partie des rues Côté et de l'Alsace (secteur Saint-Jean-Chrysostome) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-46 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'acquérir à titre gratuit les lots 148-142, 149-151 et 149-152 du cadastre de la paroisse Saint-Jean-Chrysostome et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ces lots, tels que montrés au plan de Benoit Émond, arpenteur-géomètre, minute 9 995 et ce, conditionnellement à leur acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

### **CV-2004-00-73**

**Acquisition du lot 3 109 876 du cadastre du Québec (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-017](#)

Attendu que le promoteur Développements Fortier inc. a complété les travaux d'infrastructures sur le lot 3 109 876 du cadastre du Québec (secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-47 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'acquérir à titre gratuit le lot 3 109 876 du cadastre du Québec et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ce lot, tel que montré au plan de Laurent Beaurivage, arpenteur-géomètre, minute 13 424 et ce, conditionnellement à son acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

### **CV-2004-00-74**

**Acquisition d'une partie de la rue de la Colombière et des lots 2 155 192 et autres du cadastre du Québec (secteur Saint-Romuald) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-016](#)

Attendu que le promoteur Développements l'Essor inc. a complété les travaux d'infrastructures sur la rue de la Colombière et d'autres rues contiguës (secteur Saint-Romuald) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-49 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'acquérir à titre gratuit les lots 2 155 192, 3 093 010 et 3 092 994 du cadastre du Québec et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ces lots, tels que montrés au plan de Michel Robitaille, arpenteur-géomètre, minute 11 111 et ce, conditionnellement à leur acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-75**

**Acquisition d'une partie de la rue des Bruants et d'autres rues (secteur Saint-Nicolas) et ouverture de rue**

[Réf. : AGT-GEP-2004-015](#)

Attendu que le promoteur 9103-5840 Québec inc. a complété les travaux d'infrastructures sur la rue des Bruants et d'autres rues contiguës (secteur Saint-Nicolas) à la satisfaction de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-50 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'acquérir à titre gratuit le lot 2 906 993 du cadastre du Québec et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

De décréter l'ouverture de rue sur ce lot, tel que montré au plan de Benoit Émond, arpenteur-géomètre, minute 10 704 et ce, conditionnellement à son acquisition.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-76**

**Cession de servitude sur une partie du lot 2 431 572 du cadastre du Québec en faveur d'Hydro-Québec et de Bell Canada (Les Faubourgs du Golf, secteur Lévis)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-023](#)

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec entendent ériger une ligne de distribution d'énergie électrique et de télécommunication dans le but de desservir des terrains dans le cadre du projet domiciliaire Les Faubourgs du Golf (secteur Lévis) et ont déposé une demande de servitude à la Ville en ce sens ;

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec assumeront les frais relatifs à cette transaction ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-79 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De céder à titre gratuit à Hydro-Québec et Bell Canada une servitude sur une partie du lot 2 431 572 du cadastre du Québec d'une superficie de 164,3 mètres carrés, telle que montrée au plan de Michel Robitaille, arpenteur-géomètre, minute 11 182, pour permettre la construction d'une ligne de distribution dans le but de desservir des terrains situés sur les lots voisins et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-77**

**Cession de servitude sur une partie du lot 171 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon en faveur d'Hydro-Québec et de Bell Canada (rue Laberge, secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-024](#)

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec entendent ériger une ligne de distribution d'énergie électrique et de télécommunication dans le but de desservir des terrains situés dans le prolongement de la rue Laberge (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) et ont déposé une demande de servitude à la Ville en ce sens;

Attendu que Bell Canada et Hydro-Québec assumeront les frais relatifs à cette transaction ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De céder à titre gratuit à Hydro-Québec et Bell Canada une servitude sur une partie du lot 171 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon d'une superficie de 129,2 mètres carrés, telle que montrée au plan de Daniel Ayotte, arpenteur-géomètre, minute 2 348, pour permettre la construction d'une ligne de distribution dans le but de desservir des terrains situés sur les lots voisins et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-78**

**Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue Saint-Paul (secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-040](#)

Attendu que le Conseil de la Ville donnait son aval pour l'implantation de 350 unités de logements sociaux dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation, Accès-Logis et Logements abordables par la résolution CV-2002-07-40 ;



Attendu que le projet « Le Havre » situé sur la rue Saint-Paul (secteur Saint-Jean-Chrysostome) a été retenu ;

Attendu que la contribution requise de la Ville pour la réalisation de ce projet est de l'ordre de 547 321 \$ ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De participer au projet de logements sociaux de la rue Saint-Paul (secteur Saint-Jean-Chrysostome) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante:

- don d'une partie du terrain décontaminé, prêt à construire, situé sur les lots 186-178-p et 186-49-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, d'une valeur de 230 000 \$;
- paiement de certains frais relatifs à des services professionnels, tels les services rendus par un arpenteur-géomètre, un évaluateur agréé et un notaire;
- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption des frais d'émission du permis de construction.

D'assumer 10% du coût du supplément au loyer et ce, pour 50% des logements prévus à ce projet, pour les cinq premières années.

De céder gratuitement à la Corporation du Havre de Saint-Jean-Chrysostome une partie des lots 186-49-2 et 186-178-p du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, d'une superficie d'environ 8 495 mètres carrés et ce, à la condition que ce projet de logements sociaux soit accepté par la Société d'habitation du Québec dans le cadre du programme Accès Logis et d'autoriser le Maire et la greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-79**

**Participation financière additionnelle dans le cadre du projet « Le Havre » (rue Saint-Paul, secteur Saint-Jean-Chrysostome)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-006](#)

Attendu que le projet « Le Havre » situé sur la rue Saint-Paul (secteur Saint-Jean-Chrysostome) a été retenu pour l'implantation de logements sociaux dans le cadre du programme Agir, volet Habitation ;

Attendu que le comité relatif à la mise en place de ce projet recommande que cet immeuble soit doté d'une salle communautaire pouvant être utilisée par le Club de l'Âge d'Or du secteur Saint-Jean-Chrysostome;

Attendu que l'aménagement de cette salle requière neuf cases de stationnement supplémentaires;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-97 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De verser à la Corporation le Havre une somme de 16 000 \$, en plus de la participation représentant 15% du coût total de réalisation du projet de résidence pour personnes âgées et ce, pour l'ajout de neuf cases de stationnement à celles déjà prévues et de financer cette dépense à même le surplus de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-80**

### **Participation de la Ville dans le cadre du projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)**

[Réf. : AGT-GEP-2004-036](#)

Attendu que le Conseil de la Ville donnait son aval pour l'implantation de 350 unités de logements sociaux sur son territoire dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation, Accès-Logis et Logements abordables par la résolution CV-2002-07-40;

Attendu que le projet d'agrandissement de la Résidence Saint-Étienne située sur la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) a été retenu;

Attendu que la contribution requise de la Ville pour la réalisation de ce projet est de l'ordre de 198 840 \$ ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

De participer au projet de logements sociaux de la rue des Plaines (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) dans une proportion maximale de 15% du coût total du projet, sous la forme d'aide financière suivante:

- crédit de taxes pour une période minimale de 15 ans, équivalant au solde capitalisé de la participation de la Ville, ce crédit de taxes à être ajusté annuellement de telle sorte que la contribution de la Ville ne dépasse jamais 15% du coût réel du projet ;
- exemption des frais d'émission du permis de construction.

D'assumer 10% du coût du supplément au loyer et ce, pour 50% des logements prévus à ce projet, pour les cinq premières années.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-81**

### **Embauche d'un conseiller en histoire au Service – gestion des projets dans le cadre du programme Villes et villages d'art et de patrimoine**

Réf. : [AGT-GEP-2004-007](#)

Réf. : [AGT-GEP-2004-031](#)

Attendu que la demande de participation au programme Villes et villages d'art et de patrimoine déposée par la Ville auprès du ministre de la Culture et des Communications et visant à conclure une entente de partenariat pour l'embauche d'un candidat dans le cadre de ce programme, a été accueillie favorablement;

Attendu que cette nouvelle ressource professionnelle dont le salaire est subventionné à 50% par le ministère de la Culture et des Communications, se consacrera notamment à la toponymie, la recherche, la diffusion historique et les archives historiques de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-96 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'embaucher David Gagné à titre de conseiller en histoire au Service – gestion des projets dans le cadre du programme Villes et villages d'art et de patrimoine pour la période du 2 février 2004 au 2 février 2007, selon l'entente à intervenir avec le ministère de la Culture et des Communications, cette dépense à être financée à même le budget de fonctionnement de la Direction des arrondissements et gestion du territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-82**

### **Remplacement de l'odonyme « rue des Quatre-Temps » (secteur Lévis)**

Réf. : [AGT-GEP-2004-002](#)

Attendu qu'une erreur s'est glissée lors de l'attribution du nom « des Quatre-Temps » à une rue du secteur Lévis, par la résolution CV-2003-04-13, du fait qu'il existe déjà une rue portant ce nom dans le secteur Saint-Étienne-de-Lauzon;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De remplacer l'odonyme « rue des Quatre-Temps » (secteur Lévis ) attribué par la résolution CV-2003-04-13 par l'odonyme « rue du Roseau ».

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-83**

**Résiliation du bail concernant l'immeuble situé au 1133-1135, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald) liant Groupe Sobeys inc.**

Réf. : [AGT-GEP-2004-010](#)

Attendu la décision d'acquérir l'immeuble situé au 1133-1135, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald), par la résolution CV-2003-03-12 ;

Attendu que Groupe Sobeys inc. est toujours lié par un bail de location de cet immeuble et désire en être libérée au moment où la Ville en deviendra propriétaire ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Sous réserve que la Ville devienne propriétaire de l'immeuble situé au 1133-1135, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald), d'accepter l'offre de Groupe Sobeys inc. datée du 19 décembre 2003 visant la résiliation du bail intervenu entre Gestion TRI inc. et cette entreprise pour la location de cet immeuble et ce, en considération d'une compensation d'un montant de 115 000 \$, plus taxes, à être versée à la Ville.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-84**

**Désignation de mandataires pour la gestion des Programme d'adaptation de domicile, Programme de rénovation en milieu rural, Programme d'amélioration de logements adaptés pour aînés autonomes et Programme d'amélioration des maisons d'hébergement-rénovation**

Réf. : [AGT-GEP-2004-035](#)

Attendu que la Ville assume la responsabilité des municipalités régionales de comté de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière quant à la gestion des programmes particuliers d'aide financière;

Attendu que cette gestion était confiée à deux mandataires agissant à titre d'agent de livraison auprès de la Société d'habitation du Québec;

Attendu que les personnes recommandées pour occuper ces postes d'agent de livraison acceptent les conditions proposées par la Société d'habitation du Québec pour la réalisation de leur mandat et qu'il n'en découle ainsi aucun coût pour la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De mandater Michel Noël à titre d'agent de livraison dans le cadre de l'entente de gestion administrative du Programme d'adaptation de domicile (P.A.D.) et Michel Plamondon à titre d'agent de livraison dans le cadre des ententes de gestion administrative du Programme de rénovation en milieu rural (Réno-Village), du Programme d'amélioration de logements adaptés pour aînés autonomes (LAAA) et du Programme d'amélioration

des maisons d'hébergement-rénovation, jusqu'au 31 mars 2005 et ce, pour des honoraires correspondant à la rémunération versée à la Ville par la Société d'habitation du Québec conformément aux ententes de gestion administrative de ces programmes.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-85**

##### **Autorisation à des inspecteurs pour signer les permis et certificats relatifs aux règlements d'urbanisme dans le cadre du Programme Rénovation-Québec – Ville de Lévis**

[Réf. : AGT-GEP-2004-026](#)

Attendu que pour accroître l'efficacité et améliorer le service aux citoyens, il y a lieu d'autoriser des inspecteurs à signer des permis et certificats rattachés au Programme Rénovation-Québec – Ville de Lévis ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser les inspecteurs suivants à signer les permis et certificats d'autorisation relatifs aux règlements d'urbanisme dans le cadre du programme « Rénovation Québec – Ville de Lévis » et ce, pour l'ensemble du territoire :

- Nadia Lemelin ;
- Luc Tremblay ;
- Christine Bédard ;
- Gervais Pelletier.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-86**

##### **Octroi de contrat pour la fourniture du service de déneigement des abribus d'une partie de l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Est**

[Réf. : RE-TP-2004-002](#)

Attendu qu'après analyse, il est plus avantageux pour la Ville de faire effectuer le déneigement des abribus d'une partie du territoire par l'entreprise privée ;

Attendu que des soumissions ont été demandées;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-63 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder le contrat pour la fourniture du service de déneigement des abribus des secteurs Charny, Saint-Romuald et Saint-Jean-Chrysostome, pour une période de deux

ans, à Claire Blouin faisant affaires sous les nom et raison sociale de Blouin et Plante Enr., aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense estimée à 22 802,60 \$, taxes incluses et ce, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-87**

##### **Octroi de contrat pour la fourniture d'un balai de rue pour le Service des travaux publics**

[Réf. : RE-EM-2004-001](#)

Attendu la nécessité de remplacer deux balais de rues devenus désuets pour exécuter les travaux de nettoyage en temps requis;

Attendu que des soumissions ont été demandées;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-01-02 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'accorder le contrat pour la fourniture d'un balai de rue neuf de type aspirateur avec brosse de caniveau de chaque côté à Cubex Ltée, au prix de 218 277,19 \$, taxes incluses, plus les options A-1, A-2 et A-3 (revêtement) au prix de 6 242,26 \$, pour un coût total de 224 451,45 \$, taxes incluses et ce, conformément au devis et à sa soumission.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-00-88**

##### **Financement de travaux d'aménagement de certains édifices**

[Réf. : RE-BI-2004-002](#)

Attendu qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications à la centrale de police située sur le chemin du Sault (secteur Saint-Romuald) ainsi qu'aux casernes d'incendie situées au 6 900, boulevard de la Rive-Sud (secteur Lévis) et au 451, rue Claude-Jutra (secteur Saint-Nicolas) afin d'y améliorer l'aménagement des lieux ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Pour financer la dépense estimée à 27 155 \$ pour l'exécution des travaux d'aménagement du poste de police du secteur Saint-Romuald et des casernes de pompiers situées dans les secteurs Lévis et Saint-Nicolas, tels que décrits en annexe à la fiche de prise de décision RE-BI-2004-002, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2005.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-89**

**Entente à intervenir avec Les Transporteurs en vrac de la Rive-Sud concernant le transport de neige et de glace**

[Réf. : RE-TP-2004-003](#)

Attendu que la compagnie Les Transporteurs en vrac Rive-Sud inc. est titulaire d'un permis de courtage délivré en vertu de la *Loi sur les transports* (L.R.Q. c.T-12) ;

Attendu que la Ville entend prendre des mesures concrètes pour soutenir les entrepreneurs locaux de camionnage en vrac;

Attendu les nouvelles conditions négociées avec Les Transporteurs en vrac Rive-Sud inc. concernant le transport de neige et de glace;

Attendu qu'un tel contrat peut être négocié de gré à gré conformément à la loi ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec Les Transporteurs en vrac de la Rive-Sud concernant le transport de neige et de glace, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision RE-TP-2004-003.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-90**

**Dénomination de la Direction des finances**

[Réf. : FIN-2003-036](#)

Attendu que la dénomination de l'actuelle Direction des finances ne correspond pas aux Services qui la constitue ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-66 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De remplacer la dénomination de la Direction des finances par celle de « Direction des finances et des services administratifs » et de remplacer les titres du Directeur et de son adjointe par les suivants :

- Directeur des finances et des services administratifs et trésorier ;
- Adjointe au Directeur des finances et des services administratifs.



**CV-2004-00-91**

**Modification du Règlement RV-2003-01-63 décrétant l'acquisition d'équipements informatiques pour l'intégration de la réforme du cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt**

[Réf. : FIN-EVA-2004-003](#)

Attendu qu'un règlement d'emprunt peut être modifié par résolution qui ne requiert aucune approbation lorsque la modification ne change pas l'objet de l'emprunt et n'augmente pas la charge des contribuables ;

Attendu qu'il y a lieu de réduire le terme d'une partie de l'emprunt du Règlement RV-2003-01-63 décrétant l'acquisition d'équipements informatiques pour l'intégration de la réforme du cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-01-04 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De modifier l'article 2 du Règlement RV-2003-01-63 décrétant l'acquisition d'équipements informatiques pour l'intégration de la réforme du cadastre au rôle d'évaluation et la création d'une matrice graphique numérisée ainsi qu'un emprunt, par le remplacement du terme de l'emprunt « 10 ans » par le terme de « 5 ans » quant aux logiciels, progiciels et équipements prévus à l'article 2 de l'annexe du règlement et ce, pour une somme de 243 500 \$.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-92**

**Dépôt du rapport des activités du Trésorier pour l'exercice financier 2003 prévu à la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités***

[Réf. : FIN-2004-004](#)

Le rapport des activités du Trésorier pour l'exercice financier 2003 préparé en vertu de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* est déposé.

---

**CV-2004-00-93**

**Dépôt du rapport du Vérificateur externe quant aux dépenses du Vérificateur général pour l'année 2002**

[Réf. : FIN-2004-006](#)

Le rapport du Vérificateur externe quant aux dépenses du Vérificateur général pour l'exercice financier 2002 préparé en vertu de la *Loi sur cités et villes* est déposé.

---

**CV-2004-00-94**



## **Subventions à des organismes de la communauté**

[Réf. : DVC-ART-2004-002](#)

Attendu que la Ville compte sur les organismes de la communauté pour agir à titre de partenaire dans l'offre de services à la population;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-67 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De verser les subventions suivantes aux organismes de la communauté ci-après énumérés :

- 251 500 \$ à Diffusion culturelle de Lévis ;
- 12 500 \$ à L'Accroche Notes centre musical ;
- 5 000 \$ à l'Orchestre symphonique de Lévis ;
- 37 500 \$ à la Maison de la Musique Bernard-Bonnier ;
- 6 000 \$ à Collectif Regart inc. ;
- 2 000 \$ à la Société d'histoire régionale de Lévis ;
- 3 500 \$ à la Fondation du Mémorial des militaires ;
- 3 500 \$ à Les Rythmiques de St-Romuald inc.;
- 48 000 \$ à Diffusion Avant-Scène, Coopérative de solidarité culturelle ;
- 3 000 \$ à l'Ermitage Notre-Dame-de-Grâces ;
- 5 000 \$ à l'Académie de danse Rive-Sud ;
- 1 200 \$ à l'École Crescendo de St-Rédempteur ;

et ce, pour le maintien de leurs activités auprès de la population, ces subventions à être versées en fonction des versements indiqués à la fiche de prise de décision DVC-ART-2004-002.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-95**

## **Subventions à des organismes de la communauté**

[Réf. : DVC-SOC-2004-002](#)

Attendu que la Ville compte sur les organismes de la communauté pour agir à titre de partenaire dans l'offre de services à la population;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-69 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De verser les subventions suivantes aux organismes de la communauté ci-après énumérés:

- 38 989 \$ au Patro de Lévis inc.;
- 10 000 \$ au Groupe Déziel inc. ;
- 3 650 \$ au Club de l'Âge d'Or de Christ-Roi de Lévis inc.;
- 3 700 \$ au Club de l'Âge d'Or de Sainte-Bernadette de Lauzon;
- 20 000 \$ à la Maison des Aînés de Lévis inc. ;
- 3 500 \$ aux Personnes handicapées en action de la Rive-Sud (P.H.A.R.S.) ;
- 100 845 \$ au Centre aide et prévention jeunesse de Lévis;
- 4 000 \$ au Service d'Entraide de Pintendre ;
- 7 000 \$ au Groupe Scout de Pintendre inc.;
- 87 453 \$ à Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière ;
- 2 300 \$ au Groupe Scout et Guide de Breakeyville ;
- 13 323 \$ à la La Ruche de St-Romuald inc.;
- 43 500 \$ à la Maison des Jeunes de St-Jean-Chrysostome inc.;
- 11 500 \$ au Groupe Scout de St-Jean-Chrysostome inc.;
- 5 000 \$ à la Maison des Jeunes de St-Étienne-de-Lauzon inc.
- 10 000 \$ à la Maison des Jeunes de St-Rédempteur ;
- 2 000 \$ au Service d'Entraide Bernières-Saint-Nicolas inc.;
- 20 000 \$ à Groupe 13-18 ans St-Nicolas inc. ;
- 16 000 \$ à la Maison des Jeunes l'Azimut Est\*Ouest;
- 2 000 \$ au Club du Nouvel Âge inc. ;

et ce, pour le maintien de leurs activités auprès de la population, ces subventions à être versées en fonction des versements indiqués à la fiche de prise de décision DVC-SOC-2004-002.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-00-96**

### **Subventions au Club de patinage artistique des Cygnes St-Étienne inc. et au Club de patinage de vitesse Chaudière-Ouest**

[Réf. : DVC-SPO-2004-010](#)

Attendu que le Club de patinage artistique des Cygnes St-Étienne inc. et le Club de patinage de vitesse Chaudière-Ouest sont des organismes reconnus par la Ville;

Attendu que leur action contribue de façon importante au développement de la pratique du patinage artistique et du patinage de vitesse sur le territoire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-83 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De verser aux organismes ci-après énumérés les subventions suivantes :

- 1 700 \$ au Club de patinage artistique des Cygnes St-Étienne inc. ;
- 2 834 \$ au Club de patinage de vitesse Chaudière-Ouest ;

et ce, pour la réalisation de leurs activités en 2004.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-97**

**Subvention au Tournoi national de hockey pee-wee B.S.R. inc.**

[Réf. : DVC-SPO-2004-012](#)

Attendu que le Tournoi national de hockey pee-wee B.S.R. inc. est un organisme reconnu par la Ville;

Attendu que ce tournoi contribue au développement de la pratique du hockey chez les jeunes;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De verser une subvention de 1 200 \$ au Tournoi national de hockey pee-wee B.S.R. inc. pour permettre la tenue de la 29<sup>e</sup> édition de ce tournoi sur le territoire.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-98**

**Cautionnement pour Festivent inc.**

[Réf. : DVC-2004-002](#)

Attendu que l'organisme Festivent inc. organise une fête populaire depuis plusieurs années, au profit de la population de la rive sud;

Attendu que la Ville entend supporter cet événement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-92 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De se porter caution de l'organisme Festivent inc. pour une somme maximale de 25 000 \$, jusqu'au 30 septembre 2004, pour la tenue de ses activités.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-00-99**

**Adoption de la politique de reconnaissance des organismes, de la politique de soutien aux organismes et des modalités d'intégration et de transition**

[Réf. DVC-2004-004](#)

Attendu que la Ville, en tant que maître d'œuvre en matière de vie communautaire, agit comme structure d'accueil et d'encadrement des initiatives des organismes du milieu ;

Attendu que la Ville doit se doter d'une politique de reconnaissance et de soutien des organismes ;

Attendu que la Ville a consulté les organismes sur le contenu des deux politiques ainsi que sur les modalités d'intégration et de transition ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'adopter la politique de reconnaissance des organismes, la politique de soutien aux organismes ainsi que les modalités d'intégration et de transition, telles qu'annexées à la fiche de prise de décision DVC-2004-004.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

---

## **CV-2004-01-00**

### **Adoption de la politique culturelle de la Ville**

[Réf. : DVC-ART-2004-008](#)

Attendu l'importance de se doter d'une politique culturelle pour assurer le développement cohérent de ce secteur d'activités ;

Attendu la nécessité de poursuivre le développement culturel amorcé par les ex-Villes de Lévis, Saint-Nicolas et Saint-Romuald et d'élargir l'intervention culturelle de la Ville sur l'ensemble de son territoire;

Attendu que la politique culturelle constitue un pré-requis à la négociation d'ententes de développement culturel ;

Attendu que les membres de la Commission consultative de la culture ont élaboré le projet de politique culturelle et qu'ils en recommandent l'adoption ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter la politique culturelle telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DVC-ART-2004-008.

De mandater la Commission consultative de la culture pour élaborer le plan d'actions 2004-2005-2006 de la politique culturelle et d'en assurer la mise en œuvre.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-01**

##### **Entente à intervenir avec Les Caisses de la Cité Desjardins concernant le versement d'une commandite**

Réf. : [DVC-2004-003](#)

Attendu que l'entente de commandite intervenue avec les Caisses de la Cité Desjardins concernant deux surfaceuses et deux tableaux indicateurs d'aréna est venue à échéance ;

Attendu que les Caisses de la Cité Desjardins et la Ville ont convenu d'une nouvelle entente pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2004 au 1<sup>er</sup> mars 2014 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec les Caisses de la Cité Desjardins concernant le versement d'une commandite et ce, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DVC-2004-003.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-02**

##### **Entente à intervenir avec la ministre de la Culture et des Communications concernant le développement culturel**

Réf. : [DVC-ART-2003-024](#)

Attendu que les interventions proposées dans le cadre de l'entente de développement culturel correspondent aux objectifs de la nouvelle politique culturelle et aux projets amorcés dans le cadre d'ententes antérieures;

Attendu qu'une subvention est accordée par le ministère de la Culture et des Communications pour l'entente de développement culturel ;

Attendu que les membres de la Commission consultative de la culture ont élaboré le projet d'entente de développement culturel et qu'ils en recommandent l'adoption;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-94 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente à intervenir avec la ministre de la Culture et des Communications concernant le développement culturel, telle qu'annexée à la fiche de prise de décision DVC-ART-2003-024.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-03**

**Financement de la dépense relative à l'acquisition d'appareils radar pour la Direction du service de police**  
[Réf. : POL-2004-008](#)

Attendu le manque d'appareils radar et d'alcoométrie nécessaires à l'opération du service de police au chapitre du contrôle de la circulation routière ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller André Hamel

Pour financer la dépense relative à l'acquisition de trois appareils radar pour la Direction du service de police, au coût de 19 099,50 \$, taxes incluses, d'affecter ce montant aux activités d'investissement provenant d'un emprunt au fonds de roulement, ce montant étant remboursable annuellement au fonds de roulement par les activités financières sur une période de cinq ans, par versements égaux et ce, à compter de l'an 2005.

Le Maire appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

---

#### **CV-2004-01-04**

**Location de bases de communication pour le service d'urgence 9-1-1**  
[Réf. : POL-2004-002](#)

Attendu que certaines municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de Lotbinière ont présenté une demande afin de renégocier les contrats de service d'appel d'urgence 9-1-1 et qu'elles exigent d'établir un lien radio avec le service d'urgence;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder le contrat pour la location de deux bases de communication CDM1550 XLS à Novicom 2000 inc., pour une période de soixante mois, au prix mensuel de 121,36 \$, taxes incluses.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-05**

##### **Entente à intervenir avec la Ville de Salaberry-de-Valleyfield concernant la fourniture du service de traitement et de répartition des appels d'urgence**

[Réf. : POL-2004-012](#)

Attendu que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield désire que le traitement des appels d'urgence sur son territoire soit confié à la centrale 9-1-1 de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer le contrat de fourniture du service de traitement et de répartition des appels d'urgence à intervenir avec la Ville de Salaberry-de-Valleyfield pour la période du 1er avril 2004 au 1er avril 2007.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-06**

##### **Réorganisation de la Direction du service de la sécurité incendie**

[Réf. : INC-2004-001](#)

Attendu que des ajustements structurels à la Direction du service de la sécurité incendie sont requis afin d'en améliorer le fonctionnement sur le plan administratif et opérationnel ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'abolir les postes de chef de district et de conseiller à la Direction du service de la sécurité incendie.

De créer les postes suivants :

- ♦ chef de division, responsable de l'administration ;

- chef de division, responsable de la section formation, prévention et développement ;
- directeur-adjoint, responsable de la section opération ;
- 4 postes de chef de division affecté aux opérations ;

le tout tel que montré à la structure annexée à la fiche de prise de décision INC-2004-001.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-07**

##### **Régime complémentaire de retraite des employés de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome**

[Réf. : RH-2004-003](#)

Attendu qu'il est nécessaire de modifier et refondre le texte du régime de retraite des employés de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome pour satisfaire aux exigences de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*;

Attendu que la refonte du texte du régime n'engendre aucun coût supplémentaire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-88 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

Afin de modifier et refondre le texte du régime de retraite des employés de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome pour satisfaire aux exigences de la loi, de le remplacer par le texte annexé à la fiche de prise de décision RH-2004-003 et de décréter que cette modification entre en vigueur conformément à la loi et prenne effet le 1<sup>er</sup> janvier 2001, ce nouveau régime n'ayant aucune conséquence financière pour la Ville depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et au cours des prochaines années.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-08**

##### **Dépôt du rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées**

Le rapport du Vérificateur général relatif aux dépenses autorisées est déposé.

---

#### **CV-2004-01-09**

##### **Règlement hors Cour dans le dossier Équité dans l'entreprise inc. c. Ville de Lévis et Ville de Saint-Rédempteur**

[Réf. : AGR-AFJ-2004-003](#)

Attendu qu'une entente est intervenue dans le dossier Équité dans l'entreprise inc. c. Ville de Lévis et Ville de Saint-Rédempteur relativement à une action sur compte suite à des services rendus ;



Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De conclure un règlement hors Cour avec la demanderesse et d'obtenir une quittance dans le dossier Équité dans l'entreprise inc. c. Ville de Lévis et Ville de Saint-Rédempteur, Cour du Québec numéro 540-22-007854-036, relativement à une action sur compte impliquant le versement d'une somme de 3 259,31 \$ à être financée à même le surplus de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur et d'autoriser le Coordonnateur à la représentation devant les tribunaux à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-10**

##### **Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement sur la création d'une réserve financière pour les opérations de déneigement**

[Réf. : FIN-TRE-2004-003](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement sur la création d'une réserve financière pour les opérations de déneigement.

Ce règlement a pour objet de disposer des sommes nécessaires pour le financement de dépenses relatives aux opérations de déneigement difficilement prévisibles.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2004-01-11**

##### **Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition du lot 2 154 285 du cadastre du Québec avec le bâtiment dessus construit, des travaux d'aménagement ainsi qu'un emprunt**

[Réf. : AGT-GEP-2004-010](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition du lot 2 154 285 du cadastre du Québec avec le bâtiment dessus construit, des travaux d'aménagement ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet l'acquisition du lot 2 154 285 du cadastre du Québec avec le bâtiment dessus construit situé au 1133-1135, boulevard de la Rive-Sud (secteur Saint-Romuald) ainsi qu'un emprunt n'excédant pas la somme de 956 300 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 15 ans, remboursable pour une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2004-01-12**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 274-90 sur le lotissement de l'ex-Ville de Saint-Romuald (résidence multifamiliale, boul. de la Rive-Sud)**

[Réf. : AGT-GER-2003-051](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage et le Règlement 274-90 sur le lotissement de l'ex-Ville de Saint-Romuald, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-08-43.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-01-13**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (secteur de l'Arbrisseau)**

[Réf. : AGT-GER-2004-015](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-09-90.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-01-14**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (superficie minimale de plancher, boulevard de la Rive Sud)**

[Réf. : AGT-GER-2004-013](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-78.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-15**

##### **Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (centre de réadaptation)**

[Réf. : AGT-GER-2004-012](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-11-02.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-16**

##### **Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (habitations trifamiliales isolées, domaine l'Auberivière)**

[Réf. : AGT-GER-2004-023](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, avec les modifications suivantes par rapport au Projet adopté par la résolution CV-2003-08-91:

- l'article 1 est modifié :

1° par le remplacement des chiffres « 6/9 » par les chiffres « 7/10 » à la ligne « Marge de recul avant (m) min./max. »;

2° par le remplacement du chiffre « 10 » par le chiffre « 9 » à la ligne « Somme des marges de recul latérales (m) ».

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-17**

**Adoption du Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (rue Saint-Joseph)**

Réf. : [AGT-GER-2004-028](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter le Second projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-10-98.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-01-18**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire 1997-01 de l'ex-MRC des Chutes-de-la-Chaudière**

Réf. : [AGT-GER-2004-001](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de contrôle intérimaire 1997-01 de l'ex MRC des Chutes-de-la-Chaudière a été demandée lors de la séance tenue le 19 janvier 2004, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2004-00-73 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-01-76 modifiant le Règlement de contrôle intérimaire 1997-01 de l'ex MRC des Chutes-de-la-Chaudière et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2004-01-19**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)**

Réf. : [AGT-GER-2003-024](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon a été demandée lors de la séance tenue le 8 septembre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-13-34 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Philippe Laberge  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-01-77 modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-07-90.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-20**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)**

[Réf. : AGR-GRE-2004-004](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon a été demandée lors de la séance tenue le 8 septembre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-01-78 modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-11-10.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2004-01-21**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (vente, réparation et entreposage de véhicules)**

[Réf. : AGT-GER-2003-039](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville a été demandée lors de la séance tenue le 14 octobre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-13-36 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-01-79 modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 197 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-08-95.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-01-22**

**Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (vente, réparation et entreposage de véhicules)**

[Réf. : AGR-GRE-2004-006](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville a été demandée lors de la séance tenue le 14 octobre 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2004-01-80 modifiant le Règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2004-00-45.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2004-01-23**

### **Période d'intervention des membres du Conseil**

Plusieurs membres du Conseil prennent la parole.

Le membre du Conseil Pierre Gagné dépose un document concernant le projet de développement domiciliaire de l'Abbaye (secteur Saint-Romuald).

---

## **CV-2004-01-24**

### **Période de questions**

Quelques citoyens posent des questions et émettent des commentaires.

---

## **CV-2004-01-25**

**Levée de la séance**

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De lever la séance à 22h55.

Adoptée à l’unanimité

\_\_\_\_\_  
Jean Garon, maire

\_\_\_\_\_  
Danielle Bilodeau, greffière

\_\_\_\_\_